

Balance des paiements – France • Septembre 2023

Le déficit des transactions courantes se stabilise au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2023, le déficit des transactions courantes (données cvs-cjo) est stable à -5,9 milliards d'euros (après -5,5 milliards au deuxième trimestre). Le déficit des biens évolue peu à -20,1 milliards d'euros (-20,7 milliards au T2). L'excédent des services diminue légèrement à 8,0 milliards d'euros (10,2 milliards au T2), principalement sous l'effet de la baisse de l'excédent des voyages qui se maintient néanmoins à un haut niveau (supérieur au trimestre correspondant de 2019) et des services divers. L'excédent des revenus s'améliore.

En septembre 2023, le déficit des transactions courantes (données cvs-cjo) atteint -2,5 milliards d'euros, après -1,1 milliard au mois d'août.

Au troisième trimestre, le solde du compte financier (données brutes) enregistre des entrées nettes de capitaux de 4,8 milliards d'euros. Les sorties nettes d'investissements de portefeuille (3,8 milliards d'euros) et des prêts et emprunts (3,9 milliards) sont contrebalancées par des entrées nettes de produits financiers dérivés (17,1 milliards d'euros).

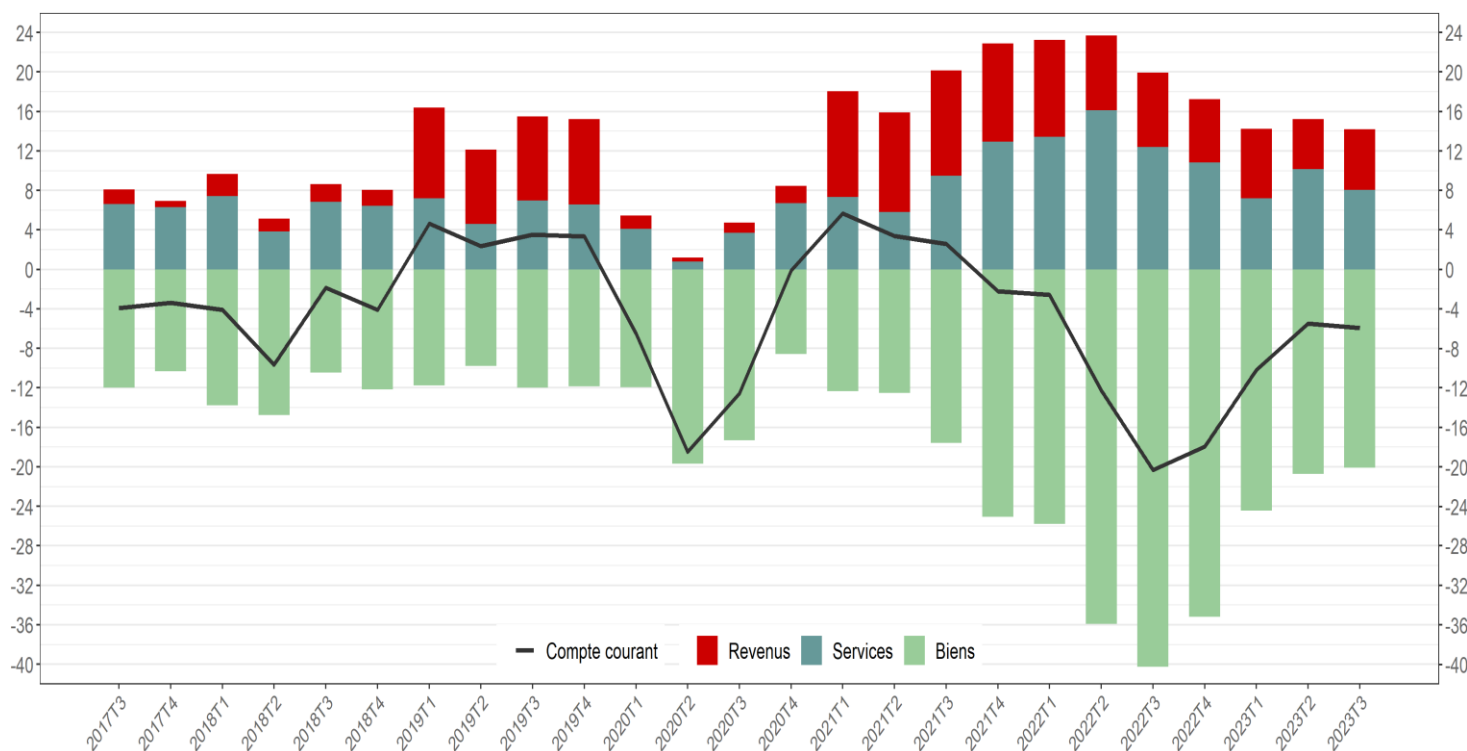
Balance des paiements de la France

(En milliards d'euros)	sept.-23 (a)	2023-T2 (*) (a)	2023-T3 (*) (a)	Cumul 4 trimestres (a)	2022 (b)
Compte de transactions courantes (cvs - cjo)	-2,5	-5,5	-5,9	-39,5	-53,9
<i>Biens (1)</i>	-7,3	-20,7	-20,1	-100,5	-137,3
Énergie	-5,2	-16,5	-17,1	-79,9	-110,2
Biens hors énergie	-2,2	-4,2	-3,0	-20,6	-27,1
<i>Services</i>	2,7	10,2	8,0	36,3	52,0
Services de voyages	1,6	6,6	4,8	18,9	17,4
Services de transports	-0,3	-1,1	-0,9	0,7	21,6
Services de conseils, de R&D ou liés au commerce, fournis aux entreprises	0,4	-0,1	1,3	3,7	6,3
Services divers (2)	1,0	4,6	2,9	13,0	6,7
<i>Revenus primaires et secondaires (3)</i>	2,1	5,1	6,2	24,7	31,4
Compte de capital (brut)	0,4	1,9	1,4	7,6	10,7
Compte financier (brut)	11,7	-21,1	-4,8	-64,2	-57,7
<i>Investissements directs</i>	2,7	15,2	4,7	19,6	11,0
- Français à l'étranger	9,9	20,0	23,0	70,8	111,7
- Étrangers en France	7,3	4,8	18,3	51,2	100,7
<i>Investissements de portefeuille</i>	-17,2	0,9	3,8	-119,3	-119,3
- Avoirs	-16,5	79,9	37,4	158,5	28,4
- Engagements	0,7	79,0	33,7	277,8	147,8
<i>Instrument financiers dérivés</i>	-13,8	-6,7	-17,1	-39,9	-40,9
<i>Prêts et emprunts (4)</i>	41,0	-30,7	3,9	96,2	89,6
<i>Avoirs de réserve</i>	-1,0	0,2	-0,1	-20,9	1,9
Erreurs et omissions nettes	14,2	-14,1	6,0	-31,3	-14,5

(a) Données provisoires (b) Données du rapport annuel 2022
(1) à (4) Voir les notes méthodologiques page 2.

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DGSEI

Solde des transactions courantes et ses composantes (milliards d'euros, csv-cjo)



Notes méthodologiques sur le tableau de la page 1

(1) Les données sur les échanges de biens sont FAB/FAB, c'est-à-dire hors frais de transport et d'assurance qui sont classés en services. Elles se composent des données d'échanges de marchandises publiées par la Direction générale des Douanes et des droits indirects d'une part, du négoce international et d'ajustements méthodologiques calculés par la banque de France, d'autre part. Les modifications des données douanières permettent d'assurer la conformité de la balance des paiements de la France aux normes internationales édictées par le FMI et de ce fait la comparaison avec les autres pays. Le motif conceptuel de ces retraitements est de considérer qu'il y a échange international lorsqu'il y a transfert de la propriété économique, et d'assurer ainsi la cohérence avec la comptabilité nationale puisque celle-ci est également fondée sur la notion de propriété économique.

(2) Les services autres que services de voyages (tourisme et voyages professionnels, pour l'essentiel), services de transports et services de conseil, de R&D ou liés au commerce comprennent les services de fabrication, d'entretien et de réparation, de construction, d'assurance et de pension, les services financiers, les commissions pour usage de propriété intellectuelle, les services de télécommunication, d'informatique et d'information, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs et les services des administrations publiques.

(3) Les revenus comprennent les revenus primaires et les revenus secondaires. Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunération des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissements) ou pour la location de ressources naturelles (loyers) ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes, envois de fonds...).

(4) Les « Autres investissements » (prêts et emprunts) composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

La Banque de France met à disposition sur son site internet une [note méthodologique détaillée sur la balance des paiements et la position extérieure](#) et des éclairages sur les thèmes :

- [investissements directs](#),
- [tourisme international \(« services de voyages »\)](#),
- [expositions bancaires internationales](#),
- [implantations bancaires à l'étranger](#),
- [services aux entreprises](#).

